

«NOUS DEVONS CONFIRMER NOTRE PARTICIPATION AUX DÉBATS POUR ARRÊTER NOTRE GRÈVE»

Les étudiants posent leurs conditions

«Nous arrêterons notre mouvement de protestation dès que notre participation aux conférences régionales et nationales sera garantie par l'administration», affirment les délégués des écoles nationales supérieures, appelées aussi grandes écoles.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Mardi dernier, des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique nous ont assuré que les délégués, élus officiellement par les étudiants, prendront part à ces rencontres. Nous sommes en train de confirmer l'exactitude de ces informations», explique Ali, délégué de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger.

La balle est dans le camp de la tutelle. Dès que les porte-paroles des étudiants s'assureront de leur présence officielle à ces réunions inter-universitaires, les étudiants mettront fin à la grève qui dure depuis plusieurs semaines.

Il s'agit de huit établissements de la Coordination des écoles supérieures : Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Ecole nationale supérieure en statistiques et en économie appliquée, Ecole supérieure de commerce, Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral, Ecole nationale supérieure

d'informatique, Ecole nationale supérieure agromique, Ecole nationale supérieure des travaux publics et Ecole nationale polytechnique.

Prévues à partir du 17 mars dans tous les centres universitaires du pays, ces conférences régionales puis nationales, regrouperont tous les acteurs de «la communauté universitaire». Les intervenants débattront de l'élaboration des textes réglementaires régissant les correspondances entre l'ancien système et le nouveau système LMD.

Une étape importante et décisive à laquelle les étudiants comptent participer pour faire entendre leurs droits.

Réunis dimanche, les délégués de la Coordination ont remarqué que la participation de certains d'entre eux n'a pas encore été validée par l'administration. «Certaines administrations ont officiellement annoncé la participation de nos délégués, d'autres pas encore. Nous attendons la suite. L'arrêt de la grève dépendra de cela», ajoute Ali. D'autres établissements sont dans



Photo : Djallel B.

Pas question de lâcher du lest.

l'impasse. Le mouvement de protestation, déclenché spontanément par les universitaires, n'est pas encadré par les organisations estudiantines alors qu'il s'est largement installé et

compte s'élargir. Les étudiants observent des grèves et se rassemblent devant le siège de leur tutelle sans toutefois réussir à transmettre leurs revendications, de ce fait,

ils pourraient être exclus des conférences nationale et régionale.

«Nous voulons des actions concrètes, car les engagements de la tutelle sont des promesses. Nous

n'avons encore rien vu venir», souligne Mohamed. C'est le cas à l'Université Alger 3, à l'Université de Dely Ibrahim (Alger) et à Ben Aknoun (droit) (Alger).

I. B.

LA SITUATION SE COMPLIQUE À L'USTHB

Les 1^{re} et 2^e années ferment la Faculté d'électronique

Pour leur troisième jour de grève, les étudiants de 1^{re} et 2^e années de l'USTHB (Alger) ont bloqué, hier, l'accès au bloc de la faculté d'électronique.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les étudiants de l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediène (Alger), titulaires des bac 2009 et 2010 ne décolèrent pas. Durant leurs deux premiers jours de grève, ils se sont contentés de se rassembler devant le rectorat pour revendiquer le droit d'accès au master sans aucune condition au même titre que les 3^e année (bac 2008, 2007 et 2006). Hier, ces derniers ont décidé de hausser le ton en bloquant les principaux accès au bloc de la faculté

d'électronique. De son côté, la direction refuse pour le moment toute négociation.

Le collectif des enseignants décidera aujourd'hui des mesures à prendre

Le collectif des enseignants de l'USTHB, qui a tenu lundi une assemblée générale, devra se réunir aujourd'hui pour décider des mesures à prendre devant la situation qui prévaut à l'université. Contacté hier, Fardi Ihadedène, enseignant à l'USTHB, dira à ce sujet : «Le collectif pense que le système LMD doit être corrigé et discuté, car c'est lui qui est à l'origine de tous les problèmes qui se posent actuellement au niveau de notre université.»

M. M.

RASSEMBLEMENT DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION À TIZI-OUZOU

Aucun écho de la part des autorités locales

La crise sociale qui secoue Tizi-Ouzou, comme le reste du pays, n'est pas près de connaître une accalmie. Un petit tour du côté du siège de la wilaya illustre parfaitement cet état de fait.

Hier, c'était aux personnels, enseignants et de bureaux de l'éducation, d'occuper les lieux pour exprimer leur ras-le-bol d'une situation qui n'en finit pas depuis plusieurs années de leur empoisonner la vie. Ils étaient là, faut-il le souligner, malgré les menaces du directeur de l'éducation qui, la veille, n'a pas manqué de rappeler, à travers un communiqué, qu'il exigeait que des retenues sur salaire soient opérées

par les directeurs des établissements contre tous les absents durant la journée. Ni Journée internationale de la femme ni appel à sit-in ne pouvaient trouver grâce aux yeux dudit directeur. Comme convenu donc, l'appel lancé par le syndicat de l'éducation affilié à l'UGTA (SETE-UGTA) a eu un répondant de la part de plusieurs centaines de salariés, dont de nombreuses femmes, venues ainsi célébrer à leur manière la Journée internationale de la femme.

Le sit-in a été marqué par la mise sur pied d'une délégation composée de membres du SETE et de l'Union de wilaya. Malheureusement pour les centaines de travailleurs ayant sacrifié cette journée, ni le wali ni ses pre-

miers collaborateurs, le secrétaire général ou le chef de cabinet, ne les ont reçus. Il leur a été proposé de rencontrer «juste» le médiateur pour prendre acte de leurs doléances. Ce que ni les membres de la délégation ni les travailleurs rassemblés à l'extérieur n'ont accepté.

Par ailleurs, selon une source de l'Union de wilaya UGTA, la revendication du départ du trésorier de wilaya et de l'un de ses fondés de pouvoir, exigence devenue majeure depuis la semaine dernière, devrait être satisfaite tant les deux fonctionnaires font l'unanimité contre eux de la part de tous les syndicats de l'éducation à Tizi-Ouzou.

A. M.

UNIVERSITÉ DE BOUZARÉAH

Les étudiants et les enseignants maintiennent la grève

En raison du refus du doyen de l'Université de Bouzaréah de recevoir le comité autonome des étudiants ainsi que le collectif des enseignants, la grève se poursuit et les examens toujours boycottés.

Finalement, l'agression d'une étudiante, grièvement blessée au couteau, le 23 février dernier, à l'intérieur de l'enceinte universitaire de Bouzaréah, n'aura été que la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

L'insécurité au niveau de cette université, ouverte aux quatre vents, à cause de l'absence de clôture, notamment du côté des deux forêts qui donne directement accès à l'intérieur de la faculté, est arrivée à un point tel que les étudiants ne veulent rien entendre avant que des mesures concrètes ne soient réellement prises.

De leur côté, les enseignants, qui se disent aussi concernés par le même problème, avec l'état catastrophique et la précarité des salles de cours et des amphithéâtres, ont fini par rejoindre le mouvement de protestation depuis quelques jours.

Ces derniers exigent également que, dorénavant, le doyen de l'université et les chefs de départements soient élus par les enseignants et non plus désignés par le ministre, sur proposition du recteur de l'Université d'Alger.

M. M.